



COMPTE-RENDU DU COMITE SYNDICAL

DU MARDI 11 MAI 2021

Le onze mai mil vingt et un à 18h00, le Comité syndical, légalement convoqué le mercredi cinq mai deux mille vingt et un, s'est réuni en visio-conférence, sous la présidence de Monsieur François CHOLLEY, Président du Syndicat de l'Orge.

Etaient présents :

Angervilliers : C. GIRARD-MINDEAU,
Ballainvilliers : M-c. FARGEOT,
Breux-Jouy : P. BOUDART,
Briis-sous-Forges : E. DASSA, G. KAPERSKI,
Cœur d'Essonne Agglomération : P. FOURNIER, G. KERVAN, L. CAYROUSE, E. JANIN, F. ROUCHY, B. SPOTTI, C. BERTINE, M. BERTINOT, J. KLEIN, S. TANGUY, V. BOUDRY, H. AUJALEU, S. BONNAMY, J. PEREZ, F. ARBELET, P-j. LEBEC, P. LEVEAU, F. CHOLLEY, V. DABADIE,
Communauté d'Agglomération Paris-Saclay : M-c. FARGEOT, O. MARCHAU, J. CARRE, S. PERDREAU, M. BODOQUE-MUNOZ, D. DEMICHEL, O. THOMAS, J. GAUCHET, C. FOURNES,
Communauté de Communes Dourdannais en Hurepoix : P. BOUDART, L. LARREGAIN, B. PANOT, F. SARRAZIN, S. THENAULT, S. LEBRET, S. DELOGES, J. GUIDEZ, C. LIRZIN, P. AUGIAT,
Communauté de Communes Entre Juine et Renarde : F. ALBISSON, P. LE FLOC'H, F. FUHRMANN,
Communauté de Communes du Pays de Limours : C. GIRARD-MINDEAU, E. DASSA, G. KAPERSKI, D. CHAINTREUIL, T. DEGIVRY, G. GRANGIER, W. BERRICHILLO, F. VIVAT,
Courson-Monteloup : D. CHAINTREUIL,
Dourdan : L. LARREGAIN, B. PANOT,
Epinay-sur-Orge : O. MARCHAU,
Fontenay-les-Briis : T. DEGIVRY,
Forge-les-Bains : G. GRANGIER,
Grand Orly Seine Bièvre : J-j. GROUSSEAU, F. SAINT-PIERRE, R. SOLIGO, O. GUICHARD, A. MERRINA,
La-Forêt-le-Roi : S. LEBRET,
La-Ville-du-Bois : J. CARRE, S. PERDREAU,
Le-Val-Saint-Germain : S. OLLIVIER-HENRY,
Linaz : D. DEMICHEL,
Marcoussis : O. THOMAS,
Métropole du Grand Paris : J-j. GROUSSEAU, J-m. DEFREMONT,
Monthléry : D. DUJARDIN, J. GAUCHET,
Nozay : C. FOURNES,
Saint-Chéron : J. GUIDEZ,
Saint-Cyr-Sous-Dourdan : C. LIRZIN,
Saint-Maurice-Montcouronne : W. BERRICHILLO,
Sermaise : P. AUGIAT,
Vaugrigneuse : F. VIVAT,

Secrétaire de séance :

Pierre LE FLOC'H, Communauté de Communes Entre Juine et Renarde,

Etaient absents excusés (titulaires) :

Breux-Jouy : M. PETIT,

Cœur d'Essonne Agglomération : C. DEVLEESCHAUWER, A. MARGUERITE, M. BOURDAIS, B. FROGER, M. GOESSENS, R. PERET, B. LEPARQ, N. PFEIFFER, D. LEMAIRE, D. ESPRIN, A. LAMOUR, S. COUSIN, A. DOUAÏLLY, M. DURANTON, R. CARPENTIER, N. FOUQUE, P. DECOMBLE, P. ROGER, J. DELPIC, S. RIGAULT, F. DA SILVA, G. FRAYSSE,

Communauté d'Agglomération Paris-Saclay : L. CASTAINGS, C. LARDIERE, S. LEGRAND,

Communauté d'Agglomération Rambouillet Territoires : J. DRAPPIER, I. COPETTI,

Communauté de Communes Dourdannais en Hurepoix : B. DEPREZ, L. DUHAY, J-C. DESILE, D. NOUAILLES, A. FONSECA,

Communauté de Communes Entre Juine et Renarde : E. LAURENT, J. BURON, F. BAUDRON, R. LE BOEDEC,

Communauté de Communes du Pays de Limours : P. MYOTTE, J. SALANON, C. SCHOETTL, P. BALLELIO, A. BOUTTEMONT, C. DROUET,

Epinay-sur-Orge : L. CASTAINGS,

Forge-les-Bains : P. MYOTTE,

Grand Orly Seine Bièvre : T. TAMIN, J. GODRON, C. DELAVEAU-PIERACCI, S. HAMARD, L. BRIEY, J-B. BIGA,

Grand Paris Sud : F. OGBI, P. RIO,

Janvry : C. SCHOETTL,

Limours-en-Hurepoix : P. BALLELIO, A. BOUTTEMONT,

Linazay : C. LARDIERE,

Marcoussis : S. LEGRAND,

Métropole du Grand Paris : S. BENETEAU, N. LALLIER, A. TROUBAT,

Pecqueuse : C. DROUET,

Roinville-sous-Dourdan : L. DUHAY,

Saint-Chéron : J-c. DESILE, D. NOUAILLES,

Saint Cyr sous Dourdan : A. FONSECA,

Nombre de délégués : 133

Présents : 81 (dont 24 avec double vote)

Quorum : 67

Votants : 81

Assistaient également :

La Direction générale du Syndicat de l'Orge :

Jean-Marc BOUCHY, Directeur général des services,

Franck BERNARD, Directeur général adjoint de la direction « Ressources »,

Franck BOITTIN, Directeur général adjoint de la direction « Milieux Naturels »,

Pascale REINIER, Directrice générale adjointe de la direction « Assainissement »,

Julie DUFOURD, responsable de la direction « Prévention des risques inondation et innovation »,

Pascale SIMONIN, responsable de la direction « Communication et Développement Durable »,

Ann-Alix MICHELET, responsable du service « Juridique, marchés publics et achats »,

PRINCIPALES DÉCISIONS

- Adhésion de la communauté d'agglomération de l'Etampois au titre de la compétence GEMAPI sur les communes de Boissy le Sec, Authon la Plaine et Chatignonville
- Approbation des comptes administratifs

Le quorum étant atteint, le Président, François CHOLLEY, ouvre la séance à 18h.

Monsieur Pierre LE FLOC'H est désigné secrétaire de séance.

Approbation du compte-rendu du Comité syndical du 28 janvier 2021

Aucune remarque n'étant apportée au compte-rendu du Comité syndical du 28 janvier 2021, celui-ci est approuvé à l'unanimité.

Délibérations du Bureau syndical du 14 janvier 2021

Prises en application de la délibération du Comité Syndical n° AG-2020/31 du 24 septembre 2020, conformément à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

N° 2021.1 :

SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE MANDAT ENTRE L'AGENCE DE L'EAU SEINE NORMANDIE ET LE SYNDICAT DE L'ORGE : autorise le Président à signer une convention de mandat avec l'Agence de l'Eau, à signer une convention avec chaque usager, à déposer auprès de l'Agence de l'Eau une demande d'aide financière pour l'animation de la démarche de mise en conformité des usagers, et à déposer une demande d'autorisation d'engagement (DAE) auprès de l'Agence de l'Eau.

N° 2021.2 :

SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC L'ADGPPAE EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UNE BRIGADE VERTE : autorise le Président à établir et à signer une convention de partenariat avec l'Association Départementale des Gardes Particuliers et Piégeurs de l'Essonne (ADGPPAE) en vue de la mise en place de la brigade verte et à lui verser une participation financière d'un montant de 5 000 €.

N° 2021.3 :

SIGNATURE D'UNE CONVENTION AVEC SPORT ET SENS EN VUE DE PROMOUVOIR LA PRATIQUE D'ACTIVITES PHYSIQUES, LUDIQUES ET SPORTIVES AUPRES DE PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP, D'ISOLEMENT, DE VIEILLISSEMENT OU D'EXCLUSION : autorise le Président à établir et à signer une convention avec l'association « Sport et Sens ».

N° 2021.4 :

DEMANDE DE SUBVENTION POUR LE CLASSEMENT DES OUVRAGES HYDRAULIQUES : autorise le Président à déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil Départemental de l'Essonne, et à signer tous les documents nécessaires à cette demande de subvention.

N° 2021.5:

DEMANDE DE SUBVENTION POUR LES TRAVAUX DE MISE HORS CRUE DE 3 POSTES DE RELEVAGE : autorise le Président à déposer un dossier de demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau et du Conseil Départemental de l'Essonne, et à signer tous les documents nécessaires à ces demandes de subvention.

Délibérations du Bureau syndical du 16 mars 2021

Prises en application de la délibération du Comité Syndical n° AG-2020/31 du 24 septembre 2020, conformément à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

N° 2021.6

RECRUTEMENTS D'AGENTS CONTRACTUELS SUR DES EMPLOIS NON PERMANENTS POUR FAIRE FACE AUX BESOINS LIES A UN ACCROISSEMENT D'ACTIVITE : autorise le Président à procéder aux recrutements.

N° 2021.7

CONVENTION DE CO-MAITRISE D'OUVRAGE ET DE FINANCEMENT RELATIVE AUX TRAVAUX DE REHABILITATION DU RESEAU D'EAUX PLUVIALES RUE DE LA FONTAINE DU SAULE A SAINT-MAURICE-MONTCOURONNE : autorise le Président à établir une convention avec la commune de Saint Maurice Montcouronne pour la réalisation de ces travaux d'eaux pluviales et leur refacturation, et à signer cette convention avec la commune de Saint Maurice Montcouronne.

N° 2021.8

CONVENTION AVEC GRAND ORLY SEINE BIEVRE POUR LA REALISATION D'ENQUETES DE CONFORMITE DE BATIMENTS COLLECTIFS ET DEMANDE DE SUBVENTION AFFERENTE A CES ENQUETES : autorise le Président à signer une convention avec l'établissement public territorial Grand Orly Seine Bièvre pour la réalisation de ces enquêtes par le Syndicat sur leur territoire, et à déposer un dossier de demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau et du Conseil départemental de l'Essonne pour l'opération 2021 sur le territoire du GOSB.

N° 2021.9

DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LE CONTROLE DE BATIMENTS COLLECTIFS A DOURDAN ET A SAINT-CHERON : autorise le Président à déposer le dossier de demande de subventions auprès de l'Agence de l'Eau et du Conseil départemental de l'Essonne.

N° 2021.10

DEMANDE DE SUBVENTIONS POUR LA REALISATION D'ENQUETES DE CONFORMITE EAUX USEES NON DOMESTIQUES (EUND) : autorise le Président à déposer un dossier de demande de subvention auprès de l'Agence de l'Eau et du Conseil départemental de l'Essonne.

N° 2021.11

COMPLEMENT A LA DELIBERATION N° 2020.29 AUTORISANT LE PRESIDENT A PROCEDER A L'ACQUISITION DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION BE N° 36 SIS 24 RUE RENE DECLE A SAINT-GERMAIN-LES-ARPAJON : autorise le Président à compléter la délibération N°2020.29 du 8 octobre 2020, à procéder à cette acquisition et à signer tous les documents liés à cette acquisition, et à déposer un dossier de demande de subventions auprès de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et du Conseil Départemental.

N° 2021.12

DEMANDE DE SUBVENTION POUR LA GESTION ECOLOGIQUE DE LA VALLEE DE L'ORGE 2021-2023 : autorise le Président à déposer un dossier de demande de subventions auprès de l'Agence de l'Eau et du Conseil départemental de l'Essonne.

N° 2021.13

DEMANDE DE SUBVENTION POUR L'ETUDE GLOBALE DE L'ORGE ET DE SES AFFLUENTS : autorise le Président à déposer un dossier de demande de subventions auprès de l'Agence de l'Eau et du Conseil départemental de l'Essonne.

N° 2021.14

ADHESION A « FRANCE DIGUES », ASSOCIATION NATIONALE DES GESTIONNAIRES DE DIGUES : autorise le Président à adhérer à « France Dignes », Association nationale des Gestionnaires de Dignes, et à signer tous les documents nécessaires à cette adhésion.

Décisions du Président prises du 1^{er} janvier au 1^{er} avril 2021

En application de la délibération du Comité syndical n°AG-2020/30 du 24 septembre 2020, conformément à l'article L5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales

N° 2021/1 :

Vente d'un véhicule immatriculé 80 ELQ 91.

N° 2021/2 :

Signature d'un avenant n°1 au marché « maîtrise d'œuvre pour la construction de la station d'épuration de la Forêt-le-Roi », avec la société SETEC HYDRATEC, pour un montant de 15 000 euros H.T soit 18 000 euros TTC.

N° 2021/3 :

Signature d'un avenant n°1 à l'accord-cadre à bons de commande de prestations de services ayant pour objet la fourniture d'images de radar et de pluviométrie, avec la société Météo France, pour la modification du bordereau des prix unitaires par un ajout de deux prix supplémentaires d'une prestation d'assemblage de données élaboré pour un paramètre sur un domaine complet et une prestation de prévision 3 points. Montant maximum annuel du marché est augmenté passant de 15 000 euros H.T à 16 500 euros H.T soit une augmentation de 10 % du montant annuel maximum de l'accord-cadre.

N° 2021/4 :

Signature d'un avenant n°1 au marché subséquent n°1 ayant pour objet l'étude et la formalisation d'un projet de valorisation écologique du bassin Carouge avec société S.E.G.I, pour un montant de la dépense totale en résultant s'établissant à 8 250 € H.T, soit 9 900 euros T.T.C.

N° 2021/5 :

Signature du marché à procédure adaptée de travaux relatif au test d'abaissement du clapet de la mairie de Saint-Germain-Lès-Arpajon et renaturation de l'Orge N°20.028, avec la société SETHY, pour un montant des travaux de 87 269,30 euros H.T soit 104 723,16 euros T.T.C.

N° 2021/6 :

Budget ASSAINISSEMENT - Signature d'un contrat de prêt avec la Caisse d'Epargne Ile-de-France pour le financement des investissements 2020, pour un montant de 2 272 000 €.

N° 2021/7 :

Budget Rivière - Signature d'un contrat de prêt avec la Caisse d'Epargne Ile-de-France pour le financement des investissements 2020, pour un montant de 200 000 €.

N° 2021/8 :

Vente d'un véhicule immatriculé AG-353-LL.

N° 2021/9 :

Signature du marché de prestation de services n°21018 relatif à la « conception, l'impression et la distribution du Rapport de Développement Durable du Syndicat de l'Orge », avec la société OKO, pour un montant forfaitaire annuel pour le lot n°1 (conception) de 49 200 euros H.T soit 59 040 euros T.T.C et pour un montant forfaitaire annuel pour le lot n°2 (impression et distribution) de 5 750 euros H.T soit 6 900 euros T.T.C.

N° 2021/10 :

Signature du contrat relatif à la mise à disposition du progiciel de gestion de l'achat public MarcoWeb avec la Société AGYSOFT, pour un montant forfaitaire annuel de 11 928 € H.T. soit 14 313,60 € T.T.C.

N° 2021/11 :

Signature du marché de travaux de consolidation de la berge de la Prédecelle à Li-mours avec la SAS TERIDEAL SEGEX, pour un montant des travaux de 39 587 euros H.T soit 47 504,40 euros T.T.C., le montant de l'option n°1 s'élève à 2 838 euros H.T soit 3 405,60 euros T.T.C. Le montant total des travaux avec option s'élève à 42 425 euros H.T soit 50 910,00 euros T.T.C.

N° 2021/12 :

Signature du marché n°20.030 « Etude de restauration de la continuité écologique de cours d'eau sur la Commune de Fontenay-les-Briis », avec la société INGETEC, pour un montant du marché de 78 240 euros H.T soit 89 760 euros T.T.C.

« A propos de la décision 2021.3, Céline GIRARD-MINDEAU demande plus d'information.

Jean-Marc BOUCHY indique que l'association Sport et Sens n'était pas connue du Syndicat. C'est une première collaboration qui se met en place. L'association a repéré quelques beaux arbres accessibles dans la vallée de l'Orge notamment à Saint-Michel sur Orge et demande l'autorisation de faire grimper et évoluer les personnes handicapées qu'elle suit. Bien évidemment les conditions de sécurité des personnes est assurée par l'association, et les arbres sont intégralement préservés, sans faire l'objet d'aucune blessure, ce qui est stipulé dans la convention ».

I. POINTS D'INFORMATIONS

« François CHOLLEY présente divers points d'information (ci-dessous) et indique que le diaporama correspondant sera joint au compte rendu.

Il indique également qu'il souhaite que l'assemblée générale du 29 juin 2021 ait lieu en présentiel afin de faciliter les échanges et de pouvoir partager un verre de l'amitié en extérieur après cette longue année aux conditions de travail particulières. Une salle est à trouver pour cela. »

- Indemnités des conseillers délégués,
- Présentation du SIAAP et du projet VL8 reliant Athis-Mons à Valenton,
- Démarches pour renforcer les sanctions aux pollueurs dans le cadre de la loi climat,
- Informations chantiers et actions en cours.

« Au sujet des conseillers délégués, Sylvain TANGUY demande si des parlementaires ont été saisis.

François CHOLLEY indique que monsieur HUGONNET sénateur, a posé une question écrite au gouvernement à la suite de notre prise de contact à ce sujet.

Au sujet de la présentation du SIAAP et de la construction d'un dégrilleur, Sylvain TANGUY s'interroge sur la légitimité du Syndicat dans la rétention des éléments solides en sortie de notre territoire, alors que ces éléments solides constituent un problème essentiellement pour le SIAAP.

François CHOLLEY précise qu'il est de la responsabilité des acteurs de l'assainissement de fournir aux épurateurs des effluents dont les caractéristiques permettent un bon traitement. L'excès de lingettes par exemple est une anomalie de la responsabilité du producteur de déchet situé en amont. Le fait que le projet se situe en sortie de territoire et que les éléments solides impactent le SIAAP et non le Syndicat a été discuté, c'est pourquoi le SIAAP prend en charge la moitié du financement.

François CHOLLEY ajoute que les projets de dégrilleur et de l'émissaire VL8 sont bien financés et doivent être achevés pour les jeux olympiques de 2024.

A la remarque de Bernard SPOTTI qui se réjouit de l'impact des jeux olympiques, François CHOLLEY complète en indiquant qu'en effet, les efforts autour de l'amélioration de la qualité de la Seine pour 2024 ont conduit par exemple à s'intéresser aux rejets d'eaux usées des péniches, sujet non traité jusqu'alors.

Au sujet du courrier adressé au ministre sur les petites pollutions, Jocelyne GUIDEZ demande copie du courrier.

François CHOLLEY dit que ce courrier sera aussi envoyé à l'ensemble des délégués.

Au sujet de l'entretien des berges, Cécile LIRZIN demande des précisions.

François CHOLLEY rappelle que le Syndicat n'entretient que les parcelles dont il est propriétaire, les autres parcelles doivent être entretenues par le riverain au titre du code de l'environnement. Toutefois, il existe une possibilité d'intervenir dans le cadre d'une déclaration d'intérêt général (DIG) et d'une autorisation préfectorale. Sur l'Orge et ses affluents, une DIG est en place pour la lutte contre la renouée du Japon et le retrait d'arbres et d'embâcles qui entraînent un risque hydraulique important.

Camille BERTINE souhaiterait des formations ou plus d'information sur les plantes exotiques envahissantes et a trouvé l'expérience du Syndicat sur le compostage de la renouée suffisamment intéressante pour être diffusée et communiquée.

Franck BOITTIN précise que le Conservatoire botanique en lien avec le Syndicat connaît cette expérimentation sur la renouée, et que le Syndicat fait une intervention à ce sujet et sur l'éco pâturage en juin dans le cadre d'un séminaire organisé par l'Agence Régionale de la Biodiversité. »

II. POINTS DE DELIBERATIONS

1 ADHESION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE L'ETAMPOIS AU SYNDICAT DE L'ORGE

Rapporteur : François CHOLLEY

La communauté d'agglomération « L'Etampois » exerce de manière obligatoire la compétence GE-MAPI depuis le 1 janvier 2018 conformément à la loi Notre.

L'Etampois a souhaité confier cette compétence aux Syndicats de rivière de son territoire, dans une logique de gestion cohérente des cours d'eau par bassin versant.

Le nord du territoire de l'Etampois se situe sur le bassin versant de l'Orge, et plus particulièrement de la Renarde, pour la majeure partie de trois de ses communes : Boissy le Sec, Chatignonville et Authon la Plaine, même si aucune rivière ne coule en permanence.

Descriptif des 3 communes

BOISSY LE SEC

- 686 hab
- 19 km²
- Partie sud : plateau sec du bassin versant de la Renarde
- Partie nord : traversée par la vallée de la Renarde (sèche) et un autre cours d'eau intermittent en provenance du bourg, la Misère

CHATIGNONVILLE, plateau sec du bassin versant de l'Orge amont

- 63 habitants
- 5 km²
- Essentiellement agricole, pas de cours d'eau

AUTHON LA PLAINE, plateau sec réparti sur les 2 bassins versants de l'Orge amont et de la Juine

- 372 habitants
- 10.6 km²
- Essentiellement agricole, pas de cours d'eau

L'Etampois a délibéré le 13 avril 2021 pour demander son adhésion au Syndicat de l'Orge pour l'exercice de la GEMAPI sur tout ou partie du territoire des 3 communes précitées.

Afin d'assurer une gestion plus globale et efficace de l'eau, des ruissellements et des cours d'eau à l'échelle du bassin versant de la Renarde, il apparaît cohérent pour le Syndicat d'exercer la compétence GEMAPI sur ces têtes de bassin.

Afin de rendre effective cette adhésion qui a pour conséquence un changement de périmètre du Syndicat de l'Orge :

- Le Syndicat de l'Orge doit délibérer de manière concordante
- Le Syndicat de l'Orge doit saisir ses membres pour avis
- Les membres doivent délibérer dans un délai de 3 mois. L'absence de délibération vaut avis favorable
- La majorité qualifiée est requise
- Les 4 préfets du territoire du Syndicat de l'Orge signent un arrêté stipulant le changement de statuts du Syndicat intégrant le nouveau membre.

Il est proposé au Comité syndical d'accepter l'adhésion de la communauté d'agglomération de l'Etampois au Syndicat de l'Orge et de mener l'ensemble des démarches et procédures afin d'intégrer l'Etampois au Syndicat de l'Orge et de modifier les statuts en conséquence.

« François CHOLLEY précise que cette adhésion ne présente pas d'enjeux financiers ni en dépenses ni en recettes, et que ce nouveau territoire pourra être pris en compte dans les réflexions et futures actions sur le ruissellement. »

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve l'adhésion de la communauté d'agglomération de l'Etampois au Syndicat de l'Orge, et autorise le Président à mener l'ensemble

des démarches et procédures afin d'intégrer l'Etampois au Syndicat de l'Orge. Le Comité Syndical approuve la modification des statuts en conséquence.

2 REVISION DES REGLEMENTS D'ASSAINISSEMENT

Rapporteur : Sylvain TANGUY

Avant la fusion des syndicats SIBSO et SIVOA, 3 règlements d'assainissement étaient en vigueur :

- Règlement d'assainissement collectif de l'ex SIBSO datant de 2018
- Règlement d'assainissement non collectif de l'ex SIBSO datant de 2011
- Règlement d'assainissement collectif de l'ex SIVOA datant de 2016.

Avec la fusion des syndicats SIBSO et SIVOA, il était nécessaire d'harmoniser ces documents et de les mettre à jour.

Aussi, un nouveau règlement d'assainissement collectif et un nouveau règlement d'assainissement non collectif ont été rédigés par les services.

Ils abordent de nombreuses thématiques comme :

- Les eaux admissibles dans les réseaux EU et EP,
- Les conditions de réalisation des branchements,
- Les obligations de mise en conformité des branchements domestiques, assimilés domestiques et non domestiques ou des filières autonomes,
- Les conditions de rétrocession d'ouvrages d'assainissement,
- Les règles de gestion des eaux pluviales à la parcelle, de leur dépollution et les conditions spécifiques de raccordement au réseau public,
- Les dispositions financières (PFAC, redevances, ...)

Il est proposé au Comité syndical d'adopter ces 2 nouveaux règlements d'assainissement.

« Francis VIVAIT s'interroge sur l'interdiction de surverse des eaux pluviales dans le réseau public.

Sylvain TANGUY rappelle que les surverses ne surviennent qu'au-delà de la pluie 20 ans (55 mm) et qu'à ce moment les réseaux publics ne sont plus dimensionnés pour ces événements.

François CHOLLEY évoque les PLU qui doivent faire référence aux règlements d'assainissement en vigueur, et que le PLU et ces règlements doivent être compatibles avec le SDAGE et le SAGE (schéma d'aménagement et de gestion des eaux).

Sylvain TANGUY indique que le plus simple est de renvoyer au règlement d'assainissement du Syndicat. Celui-ci, approuvé aujourd'hui, sera disponible sur le site internet du syndicat. »

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, adopte ces 2 nouveaux règlements d'assainissement.

Monsieur CHOLLEY ne prend pas part au vote des points 3-4-5-6 relatifs aux comptes administratifs, conformément au Code Général des collectivités territoriales. Monsieur LE FLOC'H est désigné président de séances pour ces points-là.

Rapporteur : William BERRICHILLO

BUDGET RIVIERE

Compte administratif et compte de gestion 2020

FONCTIONNEMENT	
Recettes de fonctionnement	5 029 809,36
Dépenses de fonctionnement	4 731 400,81
Excédent de fonctionnement 2020	298 408,55
Excédent antérieur reporté	555 010,72
EXCEDENT GLOBAL DE FONCTIONNEMENT 2020	853 419,27

INVESTISSEMENT (hors RAR)	
Recettes d'investissement hors RAR 2020	6 017 608,11
Dépenses d'investissement hors RAR 2020	3 460 645,03
Excédent d'investissement 2020 hors RAR 2020	2 556 963,08
Déficit antérieur reporté	3 304 125,16
DEFICIT GLOBAL D'INVESTISSEMENT 2020 hors RAR 2020	747 162,08

RESTES A REALISER	
Recettes d'investissement	1 982 362,91
Dépenses d'investissement	1 624 374,78
TOTAL DES RESTES A REALISER 2020 A REPORTER EN 2021	357 988,13
DEFICIT GLOBAL D'INVESTISSEMENT avec RAR	389 173,95

EXCEDENT GLOBAL DU BUDGET 2020	464 245,32
---------------------------------------	-------------------

L'excédent global du budget reste stable à 464 000€ contre 555 000€ en 2019.

En fonctionnement, les recettes ont été réalisées conformément au budgété. Seul le chapitre 70 a connu une recette exceptionnelle à hauteur de 100 000€ (écriture comptable en interne - remboursement salaires régie).

Les dépenses de fonctionnement sont conformes aux prévisions budgétaires à l'exception du chapitre 011 « Charges à caractère général » qui n'est réalisé qu'à 75%.

Cette sous-utilisation des crédits s'explique par la crise sanitaire qui a réduit l'activité des services et a eu des répercussions notamment sur les prestations de services extérieures :

- Article 611 (contrats de prestations de services) : - 30 000 €
- Article 61521 (Entretien de terrains) : -82 000 €
- Article 615231 (Voiries) : -50 000 €
- Article 617 (Etudes et recherches) : -52 000€

En investissement, le niveau des emprunts contractés est inférieur au budgété mais il est cependant à un niveau élevé (2 920 000 €).

Les dépenses d'équipements s'élèvent à 3 714 000 € contre 6 360 000€ en 2019. L'année 2019 avait été marquée par un niveau d'investissement élevé notamment du fait de plusieurs opérations de grande ampleur : Moulin Cerpiéd, Petits Echassons, Morte Rivière, Bassin du Breuil...

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
RECETTES			
	Budget 2020 (BP+BS)	Réalisations	% de réalisation
013 - Atténuations de charges	80 500	48 099	60%
70 - Produits des services, du domaine	140 200	242 045	173%
74 - Dotations et participations	4 351 115	4 320 945	99%
75 - Autres produits de gestion courante	13 000	6 734	52%
77 - Produits exceptionnels	6 000	1 740	29%
002 - Excédent de fonctionnement reporté	555 011	555 011	100%
042 - Reprise des subventions (neutre)	406 664	410 246	101%
TOTAL	5 552 490	5 584 820	101%

DEPENSES			
	Budget 2020 (BP+BS)	Réalisations	% de réalisation
011 - Charges à caractère général	1 212 186	908 040	75%
012 - Charges de personnel	2 533 700	2 473 179	98%
65 - Autres charges de gestion courante	132 459	124 737	94%
66 - Charges financières	99 584	99 584	100%
67 - Charges exceptionnelles	180 290	170 340	94%
023 - Virement à la section d'investissement	411 652		0%
042 - Dotations aux amortissements (neutre)	982 623	955 520	97%
TOTAL	5 552 493	4 731 401	85%

SECTION D'INVESTISSEMENT			
RECETTES			
	Budget 2020 (BP+BS)	Réalisations (avec RAR)	% de réalisation
13 - Subventions d'investissement	2 811 186	2 717 414	97%
458 - opé pour compte de tiers	110 895	110 890	100%
16 - Emprunt	3 598 593	2 920 000	81%
23 - rbt avances sur marchés	58 595	7 595	13%
10 - FCTVA	315 000	290 260	92%
1068 - Excédent de fonctionnement	683 342	683 342	100%
021 - virement section de fonctionnement	411 652		0%
040 - Dotations aux amortissements (neutre)	982 623	955 520	97%
041 - Opérations patrimoniales (transfert frais d'études - neutre)	450 000	314 951	70%
TOTAL	9 421 885	7 999 971	85%

DEPENSES			
	Budget 2020 (BP+BS)	Réalisations	% de réalisation
20-21-23 -Dépenses d'équipement	4 601 004	3 714 176	81%
458 - opé pour compte de tiers	110 895	110 890	100%
13- Subventions d'investissement à reverser	14 435		0%
16 - remboursement de la dette	534 761	534 757	100%
001 - Déficit antérieur reporté	3 304 125	3 304 125	100%
040 - Reprise des subventions (neutre)	406 664	410 246	101%
041 - Opérations patrimoniales (transfert frais d'études - neutre)	450 000	314 951	70%
TOTAL	9 421 885	8 389 145	89%

Affectation des résultats 2020

Au vu du compte administratif, il est proposé d'affecter les résultats 2020 conformément au tableau de reprise ci-après :

Art 001	Déficit d'investissement reporté (dépense d'investissement) :	747 162,08
Art 1068	Excédent de fonctionnement capitalisé (recette d'investissement) :	389 173,95
Art 002	Résultat de fonctionnement reporté (recette de fonctionnement) :	464 245,32

Il est proposé au Comité syndical d'approuver les Compte administratif et compte de gestion 2020 – Affectations des résultats 2020 du Budget Rivière.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve les Comptes administratifs, constate les comptes de gestion 2020 et vote l'affectations des résultats 2020 du Budget Rivière.

4 BUDGET REGIE - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2020 – AFFECTATIONS DES RESULTATS 2020

Rapporteur : William BERRICHILLO

BUDGET REGIE

Compte administratif et compte de gestion 2020

FONCTIONNEMENT	
Recettes de fonctionnement	142 549,80
Dépenses de fonctionnement	92 784,00
Excédent de fonctionnement 2020	49 765,80
Excédent antérieur reporté	3 895,47
EXCEDENT GLOBAL DE FONCTIONNEMENT 2020	53 661,27

Affectation des résultats

Au vu du compte administratif, il est proposé d'affecter les résultats conformément au tableau de reprise ci-après :

Art 002	Excédent de fonctionnement reporté (recette de fonctionnement) :	53 661,27
---------	--	------------------

Il est proposé au Comité syndical d'approuver les Compte administratif et compte de gestion 2020 – Affectations des résultats 2020 du Budget Régie.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve le Compte administratif, constate le compte de gestion 2020 et vote l'affectation des résultats 2020 du Budget Régie.

5 BUDGET ASSAINISSEMENT - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2020 – AFFECTATIONS DES RESULTATS 2020

Rapporteur : François CHOLLEY

BUDGET ASSAINISSEMENT

Compte administratif et compte de gestion 2020

FONCTIONNEMENT	
Recettes de fonctionnement	23 664 185,46
Dépenses de fonctionnement	23 585 524,85
Excédent de fonctionnement	78 660,61
Excédent antérieur reporté	409 562,30
EXCEDENT GLOBAL DE FONCTIONNEMENT 2020	488 222,91

INVESTISSEMENT (hors RAR)	
Recettes d'investissement hors RAR 2020	5 160 521,64
Dépenses d'investissement hors RAR 2020	6 318 068,30
Déficit d'investissement 2020 hors RAR 2020	1 157 546,66
Déficit antérieur reporté	417 183,43
DEFICIT GLOBAL D'INVESTISSEMENT 2020 hors RAR 2020	1 574 730 ,09

RESTES A REALISER	
<i>Recettes d'investissement</i>	<i>5 097 790,83</i>
<i>Dépenses d'investissement</i>	<i>3 160 443,79</i>
TOTAL DES RESTES A REALISER 2020 A REPORTER EN 2021	1 937 347,04
EXCEDENT GLOBAL D'INVESTISSEMENT avec RAR	362 616,95

EXCEDENT GLOBAL DU BUDGET 2020	850 839,86
---------------------------------------	-------------------

L'excédent global du budget progresse à 850 000€ contre 409 000€ en 2019.

En fonctionnement, les recettes ont été réalisées conformément au budgété.

Les dépenses de fonctionnement sont aussi conformes aux prévisions budgétaires à l'exception du chapitre des dépenses 011 « Charges à caractère général » et du chapitre des recettes 70 qui ne sont réalisées qu'à 88 et 89%.

Au chapitre 70, les recettes liées aux redevances d'assainissement sont inférieures aux estimations. L'année 2021, doit être mise à profit afin de stabiliser durablement ces prévisions budgétaires et les encaissements correspondants.

En dépenses, comme en budget rivière, cette sous-utilisation des crédits s'explique par la crise sanitaire qui a réduit l'activité des services et a eu des répercussions notamment sur les prestations de services extérieures :

- Article 611 (Sous-traitance générale) : - 192 000 €
- Article 6156 (Maintenance) : - 143 000 €
- Article 6237 (Publications) : -50 000 €

En investissement, le niveau des emprunts contractés est conforme au budgété (2,789 M€).

Les dépenses d'équipements s'élèvent à 6,876 M€ contre 5,217 M€ en 2019. La crise sanitaire n'a donc pas affecté l'avancement des projets prévus en 2020.

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
RECETTES			
	Budget 2020 (BP+BS)	Réalisations	% de réalisation
013 - Atténuations de charges	167 600	24 685	15%
70 - Produits des services, du domaine	23 629 139	21 026 758	89%
<i>dont PFAC</i>		<i>1 056 407</i>	
<i>dont RSA transport</i>		<i>5 477 721</i>	
<i>dont RSA épuration syndicale</i>		<i>1 160 564</i>	
<i>dont RSA à reverser au SIAAP</i>		<i>11 157 676</i>	
<i>dont RSA collecte à reverser au budget collecte</i>		<i>1 072 650</i>	
74 - Dotations et participations	387 524	398 928	103%
75 - Autres produits de gestion courante	810 000	880 436	109%
<i>Dont DSP (part collecte)</i>		<i>613 023</i>	
<i>dont rbt salaires du budget collecte</i>		<i>330 504</i>	
77 - Produits exceptionnels	1 600	3 375	211%
78 - Reprise sur provisions	184 657	115 324	62%
002 - Excédent de fonctionnement reporté	409 562	409 562	100%
042 - Reprise des subventions (neutre)	1 337 423	1 214 679	91%
TOTAL	26 927 506	24 073 747	89%

DEPENSES			
	Budget 2020 (BP+BS)	Réalisations	% de réalisation
011 - Charges à caractère général	18 592 486	16 347 013	88%
<i>dont RSA épuration reversée au SIAAP</i>		<i>11 157 676</i>	
<i>dont RSA collecte reversée au budget collecte</i>		<i>1 072 650</i>	
<i>dont DSP</i>		<i>2 141 508</i>	
012 - Charges de personnel	3 863 900	3 805 298	98%
65 - Autres charges de gestion courante	530 131	372 364	70%
66 - Charges financières	110 267	109 890	100%
67 - Charges exceptionnelles	78 500	35 281	45%
68 - Dotations aux provisions	26 190	26 190	100%
023 - Virement à la section d'investissement	291 972		0%
042 - Dotations aux amortissements (neutre)	3 434 061	2 889 489	84%
TOTAL	26 927 506	23 585 525	88%

SECTION D'INVESTISSEMENT			
RECETTES			
	Budget 2020 (BP+BS)	Réalisations (avec RAR)	% de réalisation
13 - Subventions d'investissement	3 696 249	3 713 729	100%
458 - opé pour compte de tiers	565 559	451 767	80%
16 - Emprunt	2 790 441	2 789 633	100%
1068 - Excédent de fonctionnement	413 694	413 694	100%
021 - virement section de fonctionnement	291 972		0%
040 - Dotations aux amortissements (neutre)	3 434 061	2 889 489	84%
TOTAL	11 191 977	10 258 312	92%

DEPENSES			
	Budget 2020 (BP+BS)	Réalisations	% de réalisation
20-21-23 - Dépenses d'équipement	7 891 025	6 876 738	87%
458 - opé pour compte de tiers	484 120	324 978	67%
16 - remboursement de la dette	1 062 226	1 062 117	100%
001 - Déficit antérieur reporté	417 183	417 183	100%
040 - Reprise des subventions (neutre)	1 337 423	1 214 679	91%
TOTAL	11 191 977	9 895 696	88%

Affectation des résultats 2020

Au vu des comptes administratifs, il est proposé d'affecter les résultats conformément au tableau de reprise ci-après :

Art 001	Déficit d'investissement reporté (dépense d'investissement) :	1 574 730,09
Art 002	Excédent de fonctionnement reporté (recette de fonctionnement) :	488 222,91

Il est proposé au Comité syndical d'approuver les Compte administratif et compte de gestion 2020 – Affectations des résultats 2020 du Budget Assainissement.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve le Compte administratif, constate le compte de gestion 2020 et vote l'affectation des résultats 2020 du Budget Assainissement.

6 BUDGET COLLECTE - COMPTE ADMINISTRATIF ET COMPTE DE GESTION 2020 – AFFECTATIONS DES RESULTATS 2020

Rapporteur : François CHOLLEY

BUDGET COLLECTE

Compte administratif et compte de gestion 2020

FONCTIONNEMENT	
Recettes de fonctionnement	1 702 832,78
Dépenses de fonctionnement	2 044 192,33
Déficit de fonctionnement 2020	341 359,55
Excédent antérieur reporté	1 646 097,37
EXCEDENT GLOBAL DE FONCTIONNEMENT 2020	1 304 737,82

INVESTISSEMENT (hors RAR)	
Recettes d'investissement hors RAR 2020	445 700,61
Dépenses d'investissement hors RAR 2020	1 496 281,69
Déficit d'investissement 2020 hors RAR 2020	1 050 581,08
Excédent antérieur reporté	285 490,25
DEFICIT GLOBAL D'INVESTISSEMENT 2020 hors RAR 2020	765 090,83

RESTES A REALISER	
Recettes d'investissement	1 257 592,18
Dépenses d'investissement	1 230 124,65
TOTAL DES RESTES A REALISER 2020 A REPORTER EN 2021	27 467,53
DEFICIT GLOBAL D'INVESTISSEMENT avec RAR	737 623,30

EXCEDENT GLOBAL DU BUDGET 2020	567 114,52
---------------------------------------	-------------------

L'excédent global du budget baisse à 567 000€ contre 1 810 000€ en 2019. Cette très forte diminution s'explique par deux facteurs :

- Le transfert vers les agglomérations de communes,
- Des recettes de fonctionnement (redevances assainissement) qui n'ont pas été perçues ni rattachées (cf ci-dessous).

En fonctionnement, les recettes et les dépenses sont inférieures au budgété.

Les recettes de fonctionnement sont réalisées à 80% essentiellement du fait de recettes moindres au chapitre 70 (68% de réalisation).

Ce différentiel est essentiellement dû à des difficultés à mesurer le niveau des recettes pour les communes ayant transféré leur collecte. De même, des décalages des recettes de redevance assainissement persistent. L'année 2021, doit être mise à profit afin de stabiliser durablement ces prévisions budgétaires et les encaissements correspondants.

Les dépenses de fonctionnement sont conformes aux prévisions budgétaires à l'exception du chapitre des dépenses 011 « Charges à caractère général » réalisé à 75%.

Cette sous-utilisation des crédits s'explique toujours par la crise sanitaire qui a réduit l'activité des services et a eu des répercussions notamment sur les prestations de services extérieures :

- Article 611 (Sous-traitance générale) : - 115 k€
- Article 6156 (Maintenance) : - 46 k€

En investissement, le niveau des emprunts contractés est de 175 K€. Il s'agit uniquement d'avances de l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

Les dépenses d'équipements s'élèvent à 2,217 M€ contre 752 k€ en 2019. L'année 2019 était une année de transition suite à la fusion. Les réseaux sont désormais mieux connus et les réseaux de collecte prioritaire ont commencé à être réhabilités.

SECTION DE FONCTIONNEMENT			
RECETTES			
	Budget 2020 (BP+BS)	Réalisations	% de réalisation
013 - Atténuations de charges	-	2 536	
70 - Produits des services, du domaine	2 000 944	1 354 923	68%
74 - Dotations et participations	70 250	26 750	38%
77 - Produits exceptionnels	295 612	265 226	90%
002 - Excédent de fonctionnement reporté	1 646 097	1 646 097	100%
042 - Reprise des subventions (neutre)	117 245	53 397	46%
TOTAL	4 130 149	3 348 930	81%

DEPENSES			
	Budget 2020 (BP+BS)	Réalisations	% de réalisation
011 - Charges à caractère général <i>dont rbt salaires au budget assainissement</i>	682 062	514 161 <i>330 504</i>	75%
65 - Autres charges de gestion courante <i>dont rbt DSP au budget assainissement</i>	566 000	565 000 <i>565 000</i>	100%
66 - Charges financières	24 576	23 025	94%
67 - Charges exceptionnelles	823 141	821 238	100%
023 - Virement à la section d'investissement	1 769 569		0%
042 - Dotations aux amortissements (neutre)	264 801	120 770	46%
TOTAL	4 130 149	2 044 192	49%

SECTION D'INVESTISSEMENT			
RECETTES			
	Budget 2020 (BP+BS)	Réalizations (avec RAR)	% de réalisation
13 - Subventions d'investissement	800 206	895 759	112%
458 - opé pour compte de tiers	25 300	24 930	99%
16 - Emprunt	-	175 380	
1068 - Excédent de fonctionnement	486 454	486 454	100%
001 - Excédent antérieur reporté	285 490	285 490	100%
021 - virement section de fonctionnement	1 769 569	-	0%
040 - Dotations aux amortissements (neutre)	264 801	120 770	46%
TOTAL	3 631 820	1 988 783	55%

DEPENSES			
	Budget 2020 (BP+BS)	Réalizations	% de réalisation
20-21-23 -Dépenses d'équipement	3 059 015	2 217 822	73%
458 - opé pour compte de tiers	25 300	24 930	99%
1068 - Excédent de fonctionnement	302 291	302 291	
16 - remboursement de la dette	127 969	127 966	100%
040 - Reprise des subventions (neutre)	117 245	53 397	46%
TOTAL	3 631 820	2 726 406	75%

Affectation des résultats 2020

Au vu des comptes administratifs, il est proposé d'affecter les résultats conformément au tableau de reprise ci-après :

Art 001	Déficit d'investissement reporté (dépenses d'investissement) :	765 090,83
Art 1068	Excédent de fonctionnement capitalisé (recette d'investissement) :	737 623,30
Art 002	Résultat de fonctionnement reporté (recette de fonctionnement) :	567 114,52

Il est proposé au Comité syndical d'approuver les Compte administratif et compte de gestion 2020 – Affectations des résultats 2020 du Budget Collecte.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, approuve le Compte administratif, constate le compte de gestion 2020 et vote l'affectation des résultats 2020 du Budget Collecte.

7 SIGNATURE D'UNE NOUVELLE CONVENTION AVEC L'AMIF

Rapporteur : Sylvie OLLIVIER HENRY

Contexte

L'association Amitié Madagascar Ile-de-France (AMIF) basée à Epinay-sur-Orge, intervient depuis 2008 sur la commune rurale d'Anjozorobe située à 90 km au nord de la capitale Antananarive. Cette commune est composée de 24 villages et de 26 000 habitants.

Le Syndicat soutient financièrement l'AMIF depuis 2017 pour la mise en œuvre des 5^{ème}, 6^{ème} et 7^{ème} programmes : équipements en adduction et en assainissement (douches, lavoirs, blocs sanitaires scolaires et latrines familiales) dans les 24 villages de la commune.

Le dernier recensement fait état d'une augmentation sensible de la population. Cela se traduit par une extension des hameaux et un besoin accru d'accès à l'eau et à l'assainissement pour la population. Certaines infrastructures ne répondent plus suffisamment à ces nouveaux besoins. Par ailleurs, le changement climatique a pour conséquence un allongement de la saison sèche qui se répercute sur le débit des sources.

Enfin les cyclones provoquent des crues de la rivière Mananara qui ont endommagées des installations.

De ce fait 19 installations nécessitent des travaux de perfectionnement ou d'extension.

Le 8^{ème} programme comprend notamment :

- Une réhabilitation d'une AEPG (adduction d'eau par gravité),
- La fourniture et la pose d'une nouvelle conduite du réservoir Anjozorobe jusqu'au point de raccordement vers le réservoir de Morarano dans 3 villages,
- La construction d'un réservoir de secours 15 m3 en béton armé,
- Fourniture et pose de pompes solaires sur des puits + réservoirs de 1000L + bornes fontaines + raccordement tuyauterie vers latrines scolaires, douches ou lavoirs pour 4 villages,
- Les fournitures et les poses de 11 pompes manuelles avec accessoires dans 11 villages,
- La construction d'un 2^{ème} captage à partir d'un puits de gros diamètre sur le mini AEPG d'un village.

Compte tenu des bilans d'évaluation très positifs (programme 2020 finalisé à 100% malgré les conditions sanitaires compliquées), le Syndicat souhaite poursuivre le partenariat avec la commune d'Anjozorobe et l'association AMIF. Celle-ci a élaboré un 8^{ème} programme (programme 2021) qui est soumis au Syndicat, à l'Agence des micro-projets, l'Agence de l'eau Seine-Normandie et au Conseil départemental de l'Essonne.

Le montant total s'élève à 52 105€. La participation financière demandée au Syndicat est de 20 000€. Cette somme est inscrite au budget 2021.

Il est proposé au Comité syndical d'autoriser le Président à signer cette nouvelle convention et à verser cette subvention.

Le Comité syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité, autorise le Président à signer cette nouvelle convention et à verser cette subvention.

L'ordre du jour étant épuisé, et en l'absence de questions diverses, le Président lève la séance à 20h00.

La Secrétaire de séance,
P. LEFLOCH

SYNDICAT DE L'ORGE

Le Président,
F. CHOLLEY

SYNDICAT DE L'ORGE